

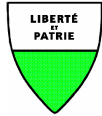


**Etat de Vaud
Département
des finances**

Rating de l'Etat de Vaud

***Une évaluation qui place le canton
face à ses responsabilités***

Point de presse du 1er mai 2003



Rating de l'Etat de Vaud

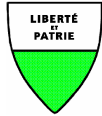
Point de presse du 1er mai 2003

Qu'est-ce qu'un «rating»?

- to rate: évaluer, attribuer une note (langage bancaire)
- la note traduit le degré de solvabilité, la capacité d'une entreprise ou d'une collectivité publique à rembourser ses obligations financières

Pourquoi un rating de l'Etat?

- hier: prêter à une collectivité publique = placement sûr
- aujourd'hui: collectivités en difficulté = prêt éventuellement risqué
- ⇒ banques, caisses de pensions demandent le rating avant de prêter
- en outre, la gestion comparative (benchmarking) constitue une priorité du Programme de législature 2003-2007 (action 44)



Rating de l'Etat de Vaud

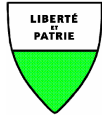
Point de presse du 1er mai 2003

Quelle est l'influence d'un rating?

- note \searrow \Rightarrow taux d'intérêts de l'emprunt \nearrow
 - \Rightarrow capacité à lever des fonds \searrow
(caisses de pensions renoncent au-dessous de A-)

Comment établit-on le rating? (exemple de l'Etat de Vaud)

1. travail préparatoire (SAGEFI, SCRIS, UBS)
2. examen des points forts et faibles (Standard & Poor's)
3. notation (AAA à D, tendance + à -, perspective positive à négative)
4. suivi permanent et réévaluation annuelle sauf urgence (S&P)



Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

Quels sont les éléments pris en compte?

– gestion financière:

- résultats financiers et perspectives financières
- état de la dette et gestion de la trésorerie
- plan d'investissements et politique d'amortissements
- tissu économique et potentiel de développement

– identification des risques:

- transferts de tâches
- participations, cautions

⇒ établi par un organisme indépendant et neutre, le rating est un processus qui intègre de nombreux critères et s'inscrit dans la durée



Rating de l'Etat de Vaud

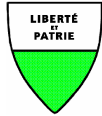
Point de presse du 1er mai 2003

S&P a attribué la note «A» à l'Etat de Vaud:

- selon la définition S&P, cette note correspond à *«une forte capacité au paiement des intérêts et du capital ...*
- *mais une certaine sensibilité aux effets défavorables des changements de circonstances ou de conditions économiques»*

La perspective est jugée «stable»

- pour une durée probable d'un an au moins



Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

Quels sont, selon S&P, les points forts du canton?

- tissu économique diversifié et bonnes perspectives de croissance
- sources de revenus variées et dynamiques
- volonté affichée du Gouvernement d'améliorer l'état des finances

Quels sont, selon S&P, les points faibles du canton?

- résultat de fonctionnement et capacité d'autofinancement particulièrement faibles
- niveau de la dette fortement accru en 2002 et 2003 à la suite de la recapitalisation de la BCV
- engagements importants liés au mécanisme de garantie de la caisse de pensions du canton



Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

S&P commente le résultat de fonctionnement:

- pression démographique importante
- maîtrise insuffisante des dépenses, en particulier des subventions
- ⇒ *«l'amélioration des performances financières devrait passer par une maîtrise renforcée des coûts, et une participation accrue des communes au financement de certaines tâches»* (com. S&P)

S&P commente l'état de la dette:

- dette 150% des recettes à fin 2003
- ⇒ *«ce niveau est élevé sur une base de comparaison nationale et internationale»* (com. S&P)

S&P commente la participation à la caisse de pensions:

- garantie actuelle de rendement 4% par l'Etat
- ⇒ *«des mesures structurelles devraient être prises, afin de réduire le poids des engagements du canton dans ce domaine»* (com. S&P)



Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

Quelles comparaisons pour le canton? (établies par S&P)

SUISSE	
Canton, ville	Note / perspective
Zurich (canton)	AAA / stable
Bâle-Ville (canton)	AA+ / stable
Argovie (canton)	AA+ / stable
Grisons (canton)	AA / stable
Lucerne (canton)	AA / stable
Genève (ville)	AA- / stable
Lausanne (ville)	AA- / stable
Genève (canton)	A+ / négatif
Vaud (canton)	A / stable

Entreprise	Note / perspective
Banque cantonale de Zurich	AAA / stable
Novartis	AAA / stable
Nestlé	AAA / négative
UBS	AA+ / négative
Crédit Suisse	A+ / stable

MONDE	
Pays, régions, villes	Note / perspective
Suisse (pays)	AAA / stable
France (pays)	AAA / stable
Allemagne (pays)	AAA / stable
Espagne (pays)	AA+ / stable
Italie (pays)	AA / négative
Hong Kong (pays)	A+ / stable
Rome (province)	A+ / stable
Dunkerque (comm. urbaine)	A+ / stable
Chypre (pays)	A / stable
Botswana (pays)	A / stable
Malaga (ville)	A / stable
Vaud (canton)	A / stable
Chili (pays)	A- / positive
Qatar (pays)	A- / positive
Prague (ville)	A- / stable
Lettonie (pays)	BBB+ / stable
Thaïlande (pays)	BBB- / positive

(liste complète sur le site www.standardandpoors.fr)



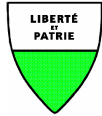
Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

Quelles conséquences pour le canton?

- En 2003, l'Etat doit contracter pour 2 milliards d'emprunts:
 - 600 millions de renouvellement d'emprunts arrivés à échéance
 - 1,25 milliard pour le financement de la recapitalisation BCV
 - 150 millions pour financer le déficit 2003

⇒ le rating faible du canton suscitera la prudence des investisseurs, et sera susceptible de renchérir le coût des emprunts. Le marché seul décidera



Rating de l'Etat de Vaud

Point de presse du 1er mai 2003

Quelles solutions pour le canton?

- *«le plan financier du Gouvernement vaudois pour la période 2003-2007 prévoit une amélioration des performances budgétaires du canton»* (com. S&P)
- cette amélioration dépend de la réalisation des mesures d'assainissement prévues par le Programme de législature et sa Planification financière
- trois conditions doivent être réunies à cet effet:
 - priorisation des projets, rigueur des choix et maîtrise des dépenses (Lavey, Lavaux, Moudon, masse salariale, administration etc.)
 - maintien de la substance des recettes (facture sociale, successions, etc.)
 - partenariat avec le Parlement, les communes, la fonction publique et la population (prise de conscience, cohérence, responsabilité)